

1. Environnement propice à la protection

a. Problématique (situation actuelle ; populations affectées ; facteurs aggravants ou mitigent, etc.)

- Présence peu contrôlée des effectifs FRCI sur les routes entre les villages et les centres commerciaux
- Rackets sur les routes
- Augmentation du nombre de cas de violences physique et de VBG
- Recrudescence des vols a main armée et des braquages
- Fonctionnement partiel de la Police et de la Gendarmerie,
- Tribunal, Prisons opérationnels mais pas d'équipement et de moyens logistique
- Menace des acteurs de protection et des victimes
- Occupation des domiciles et des postes de police par les FRCI

b. Conséquences Protection / Humanitaire

- Appauvrissement de la population
- Pratique de stratégie de survie dangereuse (Travail et exploitation des enfants, prostitution)
- Reprise lente des activités économiques et de la vie sociale
- Limitation a la liberté de circulation
- Mécontentement d'une frange de la population plus affectée
- Découragement des intentions de retour des personnes déplacées.
- Encouragement de la culture de l'impunité.

c. Actions nécessaires

- Monitoring et cartographie des problèmes
- Etablissement et renforcement de cadre d'échange avec les autorités et les acteurs de sécurité étatique et onusiennes.
- Sensibilisation et formation des forces républicaines de Cote d'Ivoire (FRCI).
- Plaidoyers auprès des acteurs qui peuvent prendre actions.
- Nécessite de mise en place de plate forme d'échange avec les autorités administratives, policières et militaires.
- Actualisation régulière des profils zones

d. Qui Fait Quoi (acteurs actuellement sur le terrain et des activités en cours)

- Monitoring et cartographie des problèmes : membres du cluster, DRC, HCR.
- Etablissement et renforcement de cadre d'échange avec les autorités et les acteurs de sécurité étatique et onusiennes. : Le Sous Cluster
- Sensibilisation et formation des acteurs et partenaires clés : ONUCI, HCR, Membres du cluster (???)
- Plaidoyers auprès des acteurs qui peuvent prendre action : le sous cluster.

e. Lacunes (Actions nécessaires pour qui il n'y a pas d'acteur ou des fonds)

- Monitoring
- Formation

f. Recommandations (au Cluster National ; à l'état, etc)

2. Accompagnement du retour ou relocalisation

a. Problématique (situation actuelle ; populations affectées ; facteurs aggravants ou mitigent, etc.)

- Population craignant de retourner
- Population ne possédant pas assez d'information sur les zones de retour
- Population vivant dans des conditions de déplacement difficile
- Condition non réunies pour le retour dans la sécurité et la dignité (existence de règlement de compte dans certaines zones de retour)

b. Conséquences Protection / Humanitaire

- Lente reprise de la vie communautaire sociale et économique
- Prolongement du climat de suspicion
- Aggravation des conflits fonciers du fait du retard du retour.

c. Actions nécessaires

- Collecte et partage d'information sur les zones de retour ou relocalisation
- Action sur la protection physique légale et sociale
-

d. Qui Fait Quoi (acteurs actuellement sur le terrain et des activités en cours)

- Action sur la protection physique légale et sociale (Voir les autres sections)

e. Lacunes (Actions nécessaires pour qui il n'y a pas d'acteur ou des fonds)

- Monitoring - Collecte et partage d'information sur les zones de retour ou relocalisation : HCR, DRC (actions futur)
- Présence sur le terrain des acteurs de protection

f. Recommandations (au Cluster National ; à l'état, etc.)

3. Cohésion Sociale

a. Problématique (situation actuelle ; populations affectées ; facteurs aggravants ou mitigent, etc.)

- Climat de méfiance manifesté par les cas de discriminations liés a l'appartenance politique et ethnique.
- Les communautés du nord sont taxées d'être des partisans du RHDP et celles du de l'ouest et du sud sont taxées d'être des partisans du LMP.
- Les jeunes de l'ouest (Guere, Bete, Gouro) sont de façon générale assimilés aux miliciens.
- Expulsions liées à l'origine ethnique de certaines populations de l'ouest par des propriétaires originaires du nord.

- Provocations, injures, insultes, intimidations, représailles et menaces de mort liées à l'origine ethnique et politique.
- Rumeurs de vengeance et d'attaque dans certaines communes.
- Interdiction de retour des partisans du LMP dans certains quartiers par des hommes en armes.
- Litiges liés à l'occupation de certains domiciles et magasins par des hommes en armes.
- Relations intercommunautaires fragilisées par les problèmes de règlement de compte.
- Insécurité grandissante (on dénombre un bon nombre de braquages, de coupeurs de route sur certains axes notamment à l'ouest)
- Propagation de rumeurs annonçant une attaque des mercenaires libériens et de quelques militaires acquis à la cause de l'ancien président
- Mauvaise gestion de l'information par les médias (les médias de la presse écrite continuent de soulever des tensions à travers leurs écrits)
- Conflits fonciers consécutifs à l'Occupation illicite de parcelles villageoises et des forêts classées (Danané) entre les allogènes et les autochtones.
- L'absence ou dysfonctionnements des services administratifs, judiciaires, pénitentiaires et sécuritaires dans certaines régions (police et gendarmerie non opérationnelles)
- Occupations de certains commissariats par les FRCI, et conflit de pouvoir ce qui suscite la peur au sein de la population
- Redéploiement non effectif des autorités locales
- Persistance de la multiplicité des barrages routiers avec son corollaire de racket

b. Conséquences Protection / Humanitaire

- Risque de déclenchement ou aggravation des conflits mineurs
- Rejet de certaines communautés
- Méfiances entre forces de l'ordre et certaines communautés
-

c. Actions nécessaires

- Cartographie conflits et zones à risque
- Sensibilisation et formation sur les techniques de résolution pacifique des conflits.
- Activités de loisir, économiques et sociales intercommunautaire pour le rapprochement.

- d. Qui Fait Quoi (acteurs actuellement sur le terrain et des activités en cours)
 - SFCG (émission radio)
- e. Lacunes (Actions nécessaires pour qui il n'y a pas d'acteur ou des fonds)
 - Cartographie conflits et zones a risque
 - Sensibilisation et formation sur les techniques de résolution pacifique des conflits.
 - Activités de loisir, économiques et sociales intercommunautaire pour le rapprochement.
- f. Recommandations (au Cluster National ; à l'état, etc)

4. Accès à la Terre et les Conflits Fonciers

- a. Problématique (situation actuelle ; populations affectées ; facteurs aggravants ou mitigent, etc)
 - Vente, acquisition, exploitation anarchique des terres
 - Occupation des terres par de nouvelles personnes dans certaines localités suite a la crise de 2010 et 2011 avec l'aide des FRCI et groupes armées
 - Méconnaissance de la loi foncière par les acteurs et les populations
 - Résurgence des conflits réglés auparavant du fait de l'affaiblissement des services étatiques.
 - Mise en cause des règlements déjà effectués
 - Dénie des droits de propriété déjà établie
 -
- b. Conséquences Protection / Humanitaire
 - Risque de déclenchement ou aggravation des conflits mineurs
 - Rejet de certaines communautés
 - Méfiances entre forces de l'ordre et certaines communautés
 -
- c. Actions nécessaires
- d. Qui Fait Quoi (acteurs actuellement sur le terrain et des activités en cours)
- e. Lacunes (Actions nécessaires pour qui il n'y a pas d'acteur ou des fonds)
- f. Recommandations (au Cluster National ; à l'état, etc)

5. Documentation

- a. Problématique (situation actuelle ; populations affectées ; facteurs aggravants ou mitigent, etc)
 - Plusieurs cas d'enfants non déclarés a l'état civil
 - Adultes sans document d'identité parce que perdu, détruit ou qu'ils n'en ont jamais eu
 - Besoin de document pour la libre circulation, accès a l'emploi, et a l'éducation
 - Culture de suspicion liée à l'appartenance ethnique ou à la nationalité complique d'avantage la situation de manque de document.
 - Tribunal et état civil non fonctionnel du fait de la crise et reprise au 05 septembre 2011 ??
- b. Conséquences Protection / Humanitaire
 - Tracasserie routière et arrestation et détention arbitraire

- Accès limité à la vie économique et sociale et le risque de pratique d'activités de survie dangereuse
- Accès limité à l'école pour les enfants sans document
- Risque d'apatridie
- Accès limité aux services étatiques y compris la police et les tribunaux

c. Actions nécessaires

- Identification des populations et des zones les plus affectées
- Sensibilisation de la population à la déclaration des naissances
- Soutien à l'état via les audiences foraines et l'approvisionnement en fourniture de bureau
- Formation des agents de l'état civil
- Plaidoyer pour la réduction des frais pour les personnes hors délai
- Identification/distinction des personnes à risque d'apatridie.

d. Qui Fait Quoi (acteurs actuellement sur le terrain et des activités en cours)

- Identification des populations et des zones les plus affectées : SAARA, ministre de la justice ??, HCR
- Sensibilisation de la population à la déclaration des naissances : SAARA, ASA
- Soutien à l'état via les audiences foraines et l'approvisionnement en fourniture de bureau : HCR, UNICEF ???
- Formation des agents de l'état civil : HCR, SAARA, Ministère de la justice
- Plaidoyer pour la réduction des frais pour les personnes hors délai : HCR, SAARA, UNICEF ???
- Identification/distinction des personnes à risque d'apatridie : SAARA, HCR, Ministère de la Justice

e. Lacunes (Actions nécessaires pour qui il n'y a pas d'acteur ou des fonds)

- ???

f. Recommandations (au Cluster National ; à l'état, etc)

6. Accès aux services de base et la vie économique

- Problématique (situation actuelle ; populations affectées ; facteurs aggravants ou mitigants, etc)
- Conséquences Protection / Humanitaire
- Actions nécessaires
- Qui Fait Quoi (acteurs actuellement sur le terrain et des activités en cours)
- Lacunes (Actions nécessaires pour qui il n'y a pas d'acteur ou des fonds)
- Recommandations (au Cluster National ; à l'état, etc)